

7 novembre 2000

## DECOUVRIR HAÏTI A TRAVERS SES ECRIVAINS

### "Mémoires d'Haïti" – Laennec Hurbon

Laennec Hurbon est directeur de recherches au C.N.R.S. et professeur à l'université Quisqueya de Port-au-Prince, dont il est l'un des membres fondateurs. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le vaudou haïtien et travaille sur les rapports entre religion, culture et politique.

Parmi ses publications : Culture et dictature en Haïti, 1979; Dieu dans le Vaudou haïtien, 1987; Comprendre Haïti, 1987; Le barbare imaginaire, 1988; sous sa direction, Le phénomène religieux dans la Caraïbe, 1989; Les mystères du Vaudou, 1993. L'insurrection des esclaves, 2000

(Laennec Hurbon a bien voulu remplacer en dernière minute Lyonel Trouillot qui n'a pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, faire le déplacement d'Haïti vers la Belgique.)

« La mémoire des Haïtiens est pleine de l'absolu de leur passé.

« Pendant très longtemps, une bonne partie de nos écrivains ont magnifié cette mémoire, proclamant fièrement : « nous avons fait de grandes choses », « nous avons fait Haïti », sous-entendant d'une certaine manière que maintenant, nous pouvons nous reposer. L'absolu chez les Haïtiens se retrouve dans ce passé qui, à force d'avoir été mythifié, nous empêche d'aller plus loin.

« A plusieurs reprises, des moments d'absolus sont apparus dans notre histoire, des situations extrêmement criantes et dures, mais nous nous sommes retrouvés à chaque fois devant la situation que nous croyions avoir abandonnée : nous nous trouvons toujours dans une situation quasi-esclavagiste. Nous pensons nous être libérés de l'esclavage, mais nous nous retrouvons dans le despotisme. Nous sommes dès lors obligés de penser à nouveau, de projeter une situation qui soit absolument révolutionnaire par rapport à la situation actuelle. Nous ignorons la possibilité de pouvoir progresser comme cela s'est produit en république dominicaine, c'est-à-dire passer d'un moment à un autre,

de suivre un certain nombre de phases dans notre développement, dans notre façon de comprendre la politique, d'être capables d'un compromis en politique.

« Non, nous voulons tout tout de suite, nous vivons entre deux absolus, celui d'un passé épique que nous mythifions mais que nous ne pouvons plus reproduire, et celui d'un avenir absolument radieux, d'un avenir révolutionnaire. La plupart de nos partis politiques ont toujours été des partis qui prônent la révolution. Duvalier lui-même voulait faire la révolution. Il parlait de « révolution duvaliériste ». Même Jean Claude Duvalier parlait de révolution. Et il n'y a pas si longtemps, nous parlions de la révolution issue de 1986. Nous retrouvons chez les écrivains haïtiens cette vision révolutionnaire des choses qui prête à l'absolu.

« Jusque sous Duvalier, notre pays avait des repères symboliques, clairs, sûrs. Il y avait une paysannerie qui avait créé sa propre civilisation, qui avait pu produire le Vaudou, produire un type d'agriculture assez particulière dans la Caraïbe. Cette paysannerie était repliée sur elle-même et « en marronnage » par rapport à un Etat qui, au service des gens de la ville, était un Etat de colonisation interne pour cette majorité de la population haïtienne vivant en situation de non-citoyenneté, de « quasi-citoyen ».

« Il y avait donc deux types de citoyens, les citoyens de seconde zone, les paysans, et les autres. Cette situation a été absolument bouleversée en Haïti. La population rurale est arrivée dans les villes et nous avons une toute autre société dans laquelle les Haïtiens sont perdus, y compris les écrivains. Nous nous trouvons dans une impuissance totale à changer Haïti où les mêmes problèmes vécus dans notre passé mythique réapparaissent.

« Je parlerais de ce qui se passe aujourd'hui en Haïti comme d'un désespoir politique qui atteindrait l'ensemble des couches sociales en Haïti, y compris les écrivains, y compris les sociologues, y compris les couches sociales allant de la bourgeoisie à la paysannerie.

« Nous n'avons plus cet Etat que nous avons connu et qui était un Etat de colonisation interne. Nous sortons de cette phase-là. Nous avons un pays qui n'est pas encore un pays, nous avons une Nation qui n'a jamais pu se réaliser. Le lien social est défait et nous ne savons pas si nous sommes capables aujourd'hui de produire une Nation à une époque de mondialisation, où c'en est fini de l' « Etat-Nation ». Voilà la crise réelle dans laquelle nous vivons. Et cette crise produit des conditions de folie, des conditions d'insécurité, en suites de la situation de folie parce que chaque individu, livré à lui-même, ne dispose plus de repères, ne sait plus où est le bien, où est le mal, ne sait plus ce qui est la vie, ce qui est la mort, celle-ci devenant de plus en plus proche de la vie aujourd'hui. L'individu n'est plus préoccupé que par une sorte de mise en scène de lui-même sans lien social. Il ne peut plus trouver ce lien social qu'à travers les sectes religieuses que le Vaudou lui-même

n'est plus capable de lui offrir. Il est obligé de ré-enchérir sur le Vaudou, de le ré-adapter, de le moderniser, et en le modernisant il produit des groupes de nature pentecôtiste ou bien charismatique. Il trouve ainsi une autre manière légitimée de pratiquer le Vaudou, d'avoir des transes, de rentrer en rapport avec les esprits. Mais ce qui est en cause, c'est un rapport de lui à lui-même. Il est perdu. Voilà ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui dans une Haïti qui ne sait plus ce qu'il faut faire de sa mémoire dépourvue de tout dispositif matériel qui la soutiendrait. Cette mémoire, dépourvue de tout instrument critique, devient une sorte de masse informe que l'on traîne et dont on ne sait ce qu'il faut faire.

« Ce qui se pose comme problème aujourd'hui et qui trouble tout individu au regard du développement actuel d'Haïti, est que nous sommes dans une situation où ce que nous avons vécu dans les années 1804 reparaît comme une histoire inachevée, comme un projet inachevé de liberté qui ne peut se réaliser sans l'accès de tous les Haïtiens à la citoyenneté. Cette crise est colmatée par la classe politique actuelle qui ne cesse de refouler ce problème de la citoyenneté vers le passé et qui retourne dans la même situation despotique. »

© Laënnec Hurbon, novembre 2000